POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

PROCES SALAN

ESPAGNE

- Notes
- Les Mineurs des Asturies.

LES GREVES D'AVRIL A LA SNCF.

- La modernisation de la SNCF
- Un mois de travail d'un roulant.

Solidarité ouvrière en Angleterre.

N° 40 MAI 1962

0,30 NF

PROCÈS SALAN

Aujourd'hui on juge Salan pour les crimes qu'il a commis en tant que chef de l'O.A.S.

On ne le juge pas pour les crimes qu'il a commis en tant que général de l'armée française en Algérie , car s'il devait être jugé pour ces crimes-là, il ne serait pas seul. L'"élite de la Nation" serait aussi dans le box : généraux, ex-ministres de droite ou de gauche, députés, administrateurs, chefs de parti, industriels, evêques, directeurs de journaux, policiers...

"L'Algérie c'est la France" disait Mitterrand, ministre de la IVème. République en 1954, quelques jours après le début de l'insurrection algérienne. Mendès-France, Président du Conseil, affirmait : "Les départements d'Algérie font partie de la République, ils sont français depuis longtemps; jamais la France, jamais aucun gouvernement ne cédera sur ce principe fondamental". "Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche", renchérissait Mitterrand.

A la suite de quoi, la force et tous les moyens de guerre et de police étaient employés contre le peuple algérien. A la suite de quoi, le socialiste Guy Mollet, devenu à son tour Président du Conseil et investi des pleins pouvoirs par la majorité des députés, y compris les députés communistes, renforçait la lutte contre "les assassins du F.L.N.", lutte que le socialiste Lacoste menait "sur le terrain", à Alger, avec le général Massu et ses parachutistes.

La "gauche" défendait l'Empire colonial du capitalisme français. C'est ce que Mendès-France appelait le "principe fondamental". Les cruautés cyniquement annoncées par Mitterrand étaient quotidiennement exercées par l'armée française.

Aujourd'hui, l'"élite de la nation" n'est pas dans le box des accusés: elle est au Pouvoir où attend de succéder à ceux qui s'y trouvent. Et les juges, les avocats, les témoins à charge et à décharge du procès Salan appartiennent tous à la même classe, au même milieu social que l'accusé : la classe des dirigeants, pour laquelle l'Algérie n'a été depuis 130 ans que main d'oeuvre à exploiter et que source de profits, jusqu'au jour où la "main d'oeuvre" s'est révoltée et a pris les armes.

Aussi le procès Salan n'est qu'un réglement de comptes entre copains d'hier en désaccord aujourd'hui et qu'une vaine tentative pour montrer que la Justice existe tout de même en Vème. République.

Un seul tribunal pourrait juger valablement Salan et tous les responsables de la guerre d'Algérie, un tribunal dont la composition pourrait être, par exemple,

la suivante :

Président, Ahmed, docker d'Alger. Juges : Pierre, soldat du contingent; Laïd, combattant de la willaya III; Jean, mineur à Hénin-Liétard; Amidah, paysan de Tlemcen; Jocelyne, facturière chez Renault, Aïcha, étudiante à Oran.

Bien sûr, ce n'est qu'une utopie actuellement. Si ce n'était pas une utopie, on ne jugerait pas seulement Salan et quelques comparses, on n'accuserait pas seulement l'OAS.

Mais pour la société capitaliste française, la guerre d'Algérie elle-même n'a rien de condamnable. Comme l'a dit Debré au procès : "L'Algérie française ? Qui de nous ne l'a pas souhaitée ?". Et, en effet, quel bourgeois ou politicien n'a-t-il pas souhaité pouvoir continuer à exploiter les algériens ?

Même maintenant où, pour eux, tout est foutu, ne laissent-ils pas encore l'OAS tuer tous les jours son lot d'algériens plutôt que de risquer de "briser l'unité de l'armée (dont les cadres sympathisent à 80 % avec l'OAS) en exigeant qu'elle mette fin aux assassinats ?

"Fusillez Salan !", "Fusillez Jouhaud !"? Nous, on est d'accord. Cela en ferait toujours deux de moins. Pourtant, camarade qui signes des pétitions, tu sais bien qu'ils sont nombreux les Salan et les Jouhaud: des milliers et des milliers ; c'est eux qui gouvernent. Alors, le vrai problème c'est quoi ?

-:-:-:

ESPAGNE

D'abord les Asturies. Le 7 avril, les mineurs du puits "La Nicolasa" se sont mis en grève. Le 18, tout le bassin du Caudal était paralysé. Le 22, soixante mille mineurs avaient arrêté le travail. Le 24, "ayant jugé insuffisantes les concessions patronales", ils continuaient le mouvement. Aujourd'hui 17 mai, les charbonnages des Asturies sont toujours en grève.

Le mouvement a fait tâche d'huile: métallos du pays basque, mineurs de Leon et d'Andalousie, ouvriers des chantiers navals de Cadix, des usines de conserves de Murcie, travailleurs du textile en Catalogne, des hauts-fourneaux à Sagonte... Ici et là, après avoir arraché des augmentations de salaire, les grévistes reprennent le travail. Mais le jour même, ailleurs, d'autres ouvriers rejoignent le mouvement.

En Andalousie, des travailleurs agricoles revendiquent et quittent les champs. Ils obtiennent satisfaction dans plusieurs endroits; à Villamartin, par exemple, leur salaire aurait été porté de 35 pesetas à 70 pesetas par jour.

Depuis trois semaines la moyenne des travailleurs en grève est de plus de 100 000. C'est le plus long et le plus puissant mouvement depuis l'instauration du franquisme. Plus important même que les grèves de 1951 à Barcelone et dans le Nord. (1).

La classe ouvrière espagnole a achevé sa convalescence. Saignée à blanc par la guerre civile et la répression franquiste, elle est restée passive pendant longtemps. Mais l'industrialisation du pays, même lente et modeste, lui a donné peu à peu des forces nouvelles. Premiers signes de son rétablissement : la grève de 1947 dans le pays basque. Puis les grèves de 1951, 1953, 1957 et 1958....

Aujourd'hui les travailleurs espagnols réclament :

- l'augmentation de leur salaire,
- le droit de grève,
- des syndicats ouvriers libres à la place des syndicats jaunes actuels.

Ni la mobilisation des flics et des mouchards, ni l'"état d'exception" proclamé par Franco dans les provinces du Nord, ni les arrestations, ni les difficultés matérielles n'ont pu briser le mouvement : dans certains bassins asturiens, les travailleurs tiennent depuis plus d'un mois; à Bilbao depuis deux semaines.

Les ouvriers espagnols sont contre Franco. Ils ont de bonnes raisons pour cela. Mais leurs raisons ne sont pas celles des députés républicains émigrés, des monarchistes "démocrates", des intellectuels fascistes repentis, des cardinaux "libéraux" et autres opposants du même acabit.

Un mineur asturien déclarait le 12 mai à un journaliste français (Le Monde 15/5) :

> "Nous réclamons un salaire équitable qui nous permette de faire face à la hausse continuelle du coût de la vie. Nous resterons chez nous tant que nous n'aurons pas reçu satisfaction. Les avantages pécuniaires prévus par les récentes conventions collectives sont insuffisants et les patrons en en profitent pour imposer des normes de rendement inhumaines (2). C'est le salaire de base, qui constitue souvent à peine la moitié de notre paye, que nous voulons voir augmenté."

---

(1) Sur ces grèves et autres mouvements en Espagne, voir les articles publiés dans la revue "Socialisme ou Barbarie" numéros 9, 21 et 24.

(2) Le rendement d'un mineur espagnol est très bas par rapport à celui d'un mineur français ou allemand, mais celà provient des conditions d'exploitation des mines, de la mécanisation insuffisante, etc.; le patron espagnol d'une mine essaie de se rattraper en imposant des normes très dures aux mineurs.

Un autre mineur, conducteur de chariot, expliquait :

" Les arrêts de travail ont débuté (au puits "La Nicolasa") à la suite d'un renvoi sans indemnité de six piqueurs qui, selon la direction, ne remplissaient pas les normes de rendement prévues par les conventions collectives..."

Ce que disaient ces mineurs c'est ce que pensent tous les travailleurs espagnols. C'est là la raison du mouvement gréviste et c'est là aussi la racine de leur opposition au franquisme.

ILS SONT CONTRE FRANCO PARCE QU'ILS SONT CONTRE LES PATRONS QUI LES EXPLOITENT ET PARCE QUE FRANCO REPRESENTE CES PATRONS.

Le mouvement actuel de grèves est un MOUVEMENT DE CLASSE contre l'exploitation à laquelle les ouvriers et les travailleurs agricoles sont soumis par la bourgeoisie et les grands propriétaires de la terre.

Bien sûr, l'infâmie, la bêtise, l'incapacité, la corruption, l'obscurantisme des dirigeants franquistes sont si grands que l'opposition se manifeste également dans d'autres couches sociales : petite bourgeoisie des villes, intellectuels et étudiants. Elle s'y manifeste d'autant mieux que - comme toujours et en tous lieux - les risques sont moindres pour un opposant d'un milieu aisé que pour un ouvrier ou un paysan pauvre.

o o
o o

Nul ne peut dire aujourd'hui si le mouvement, s'étendant encore, ne finira pas par mettre en question l'existence même du régime.

Si la pression ouvrière devient trop forte, si les grèves s'amplifient, ou même, si après s'être apaisées, elles reprennent d'ici quelque temps, le régime franquiste aura failli à sa mission, la mission que les patrons et les grands propriétaires terriens lui ont confiée depuis 1936 : mater les travailleurs. Il faudrait alors que les milieux dirigeants, les "hommes responsables", ménagent la transition à un nouveau régime politique qui succéderait au franquisme. A cet égard, rien n'est plus significatif que l'attitude de l'Eglise. Piliers de l'ordre capitaliste depuis toujours, partisans enthousiastes de Franco et complices de tous ses crimes, évêques et cardinaux espagnols commencent à prendre leurs distances : ils découvrent le "problème social", s'apitoient sur les salariés, donnent des conseils de modération aux ministres, bref ils essaient à la fois de "se rapprocher du peuple" et de préparer une solution de remplacement.

Mais quelle que soit cette solution -changement de personnel politique, monarchie plus ou moins libérale, etc.- les classes dirigeantes auront à faire face aux nouvelles générations d'ouvriers et de paysans pauvres qui voudront changer leur vie.

Dès maintenant, la satisfaction des revendications va créer des gros problèmes à à une économie arriérée, à une industrie insuffisamment modernisée dont les profits ont été obtenus jusqu'ici essentiellement en pratiquant une politique de bas salaires.

Demain, si une situation nouvelle s'ouvre en Espagne avec la chute du régime, la faiblesse économique et l'incapacité proverbiale des classes dirigeantes exigeront une aide accrue du capitalisme international pour tenter d'éviter qu'une crise révolutionnaire ne mette en danger les fondements même de la société. Cette aide serait-elle accordée ? et serait-elle suffisante ? Elle est en tous cas réclamée avec insistance dès aujourd'hui par la bourgeoisie espagnole et l'Etat franquiste, effrayés par la nouvelle poussée revendicative des travailleurs.

Les ouvriers espagnols sont en train de remporter leurs premières victoires. Même limités, ces succès auront une énorme importance, car ils leur redonneront confiance dans leurs propres forces. Ce n'est qu'un commencement.

SALAIRES OUVRIERS EN ESPAGNE

Les mineurs : " Deux de mes interlocuteurs m'ont montré des bulletins de paye qui donnent à réfléchir. On est loin des 6 mille pesetas mensuelles du travailleur complaisamment interviewé par l'agence officielle Citra, qui correspondent en fait à la rémunération du piqueur (20 % à peine des ouvriers des mines). L'un, marié, un enfant, qui est ouvrier spécialisé, gagne 2.423 pesetas par mois, c'est-à-dire au change officiel 200 NF, compte tenu de l'indemnité, des primes diverses, des allocations familiales et des retenues légales. L'autre est manoeuvre à l'extérieur de la mine. Il gagne le minimum vital et doit s'arranger pour boucler son budjet avec 1.876 pesetas par mois. Au prix actuel de la vie en Espagne, de tels salaires paraissent plutôt dérisoires". (Le Monde, 15/5).

Le prix de la vie en Espagne est actuellement à peu près le même qu'en France, légèrement inférieur pour certains produits ou services.

Les mineurs en grève réclament un salaire de 157 pesetas par jour, soit quelques 4.000 pesetas par mois, comme salaire minimum.

Métallos du pays basque : De 70 à 80 pesetas par jour, avantages sociaux non compris.

Les grévistes réclamont un salaire minimum de 140 pesetas par jour.

Ouvriers agricoles : "Le Ier. avril, les ouvriers agricoles de Sanlucar de Barrameda, Trebujana, Chipiona, Rota, Jerez et Puerto Santa Maria (province de Cadix) se sont mis en grève au nombre de 10.000 environ. Ils exigent que les salaires soient portés de 82,50 pesetas à 120 pesetas par jour dans la viticulture et de 42 à 75 pesetas dans les autres secteurs de l'agriculture. 3.000 travailleurs se sont réunis sur la place Jerez à Sanlucar"
(Les journaux, 18/4).

-:-:-:

LES MINEURS DES ASTURIES

Les mineurs et les ouvriers des Asturies ont une longue expérience de lutte contre le patronat et pour le socialisme. Sous la République, entre 1931 et 1936/37, par deux fois ils se sont battus, les armes à la main, pour le pouvoir des travailleurs, qu'ils sont arrivés à instaurer et à maintenir dans leur région pendant quelque temps. Sous le franquisme, ils ont repris la lutte à partir de 1957.

O C T O B R E 1 9 3 4

Déçus par la République proclamée en 1931, qui s'est affirmée comme le défenseur de l'ordre bourgeois traditionnel, les ouvriers et les paysans pauvres luttent pour imposer un changement radical. Les patrons et les grands propriétaires terriens, menacés, se regroupent et s'attaquent aux conquêtes ouvrières. Les grèves générales de protestation se succèdent. Le Gouvernement se durcit, une tendance fascisante entre au nouveau Cabinet.

La riposte des travailleurs est la grève générale dans toute l'Espagne le 5 octobre 1934.

Dans les Asturies, les mineurs et les ouvriers se préparaient depuis des mois à l'épreuve de force. Les syndicats et les partis avaient conclu une "Alliance Ouvrière" à laquelle participaient toutes les tendances : anarcho-syndicalistes, socialistes, communistes. Dès l'aube du 5, la grève prend un caractère insurrectionnel. De Mieres, siège du premier comité révolutionnaire, une colonne de mineurs et d'ouvriers part pour Oviedo, la capitale. Les casernes de la garde civile et de la police, attaquées partout, se rendent. Les mineurs, qui au début ont employé surtout la dynamite, s'emparent de l'armement. Les usines d'armes de la Vega et de Trubia sont occupées. Dans toute la région des comités révolutionnaires prennent le pouvoir. Le ravitaillement est organisé, l'argent supprimé ; une sorte de "communisme de guerre" s'instaure. Des milices ouvrières se constituent. Les entreprises qui fabriquent des denrées vitales sont remises en route. Les mineurs et les ouvriers des Asturies ont le pouvoir.

Mais dans le reste de l'Espagne la grève générale se dissout peu à peu. Des combats sporadiques ont lieu ici et là, mais les asturiens sont maintenant seuls. Le Gouvernement a envoyé dès le début des colonnes de troupes contre les insurgés; elles ont été stoppées et ont dû même faire demi-tour. Maintenant, il procède à une véritable mobislisation de forces. L'aviation mitraille et bombarde la région minière. La Légion étrangère arrive. Le jeudi 11, le Comité de l'"Alliance Ouvrière" décide d'organiser le repli. A court de munitions, les mineurs combattent avec de la dynamite. Oviedo résiste. Le vendredi 19, le chef des troupes gouvernementales parlemente avec le représentant des insurgés. Il accepte les conditions des travailleurs - occupation de la zone minière par les troupes le lendemain seulement, Légion et Bataillons d'Afrique à l'arrière-garde - car il sait que la résistance peut être encore sérieuse. L'insurrection est terminée. La répression sera féroce.
La Commune des Asturies a résisté quinze jours.

JUILLET 1936 - OCTOBRE 1937

Juillet 1936 : en réponse au coup d'Etat fasciste de l'Armée, les travailleurs déclenchent la grève générale, organisent leurs milices. Dans de nombreuses villes, les soldats fraternisent avec les ouvriers et tournent leurs armes contre les officiers. L'appareil de l'Etat s'effondre. Partout où ils ont mis en déroute les militaires - mais surtout en Catalogne, à Valence et dans les Asturies - les ouvriers et les travailleurs agricoles prennent en main la gestion de l'économie et, localement, l'organisation de toute la vie sociale . L'Etat républicain (qui se reconstituera plus tard et s'emploiera à détruire les conquêtes révolutionnaires des premiers mois) n'existe pratiquement plus. Les patrons se cachent ou s'enfuient. Les usines sont gérées par les comités ouvriers. Les paysans constituent des exploitations collectives, des coopératives. L'Eglise, qui a soutenu partout les fascistes, est durement réprimée. (1)

Bientôt l'Espagne se trouve divisée en deux moitiés : dans les zones industrielles où le mouvement ouvrier était fort, les travailleurs ont vaincu, dans les zones où l'industrie était pratiquement inexistante, ce sont les militaires qui l'ont emporté .

Dans le Nord de l'Espagne, les territoires s'étendant de l'Ouest des Asturies jusqu'à la frontière française (Asturies, Santander, pays basque) forment une zone rouge entourée de territoires sous contrôle fasciste.

Les Asturies c'est les mineurs, le charbon ; le pays basque c'est le fer, l'industrie lourde. Mais alors que dans les Asturies les mineurs et les ouvriers ont détruit de fond en comble l'ancien ordre social, ont pris les mines et les entreprises, formé des comités, dans le pays basque une partie de la bourgeoisie (nationaliste basque) s'est déclarée "antifasciste" et, grâce au Gouvernement basque autonome, qu'elle influence, a pu préserver son pouvoir, ses propriétés. L'Eglise est restée debout.

Dès les premiers jours de septembre, la communication de la zone rouge avec la France est coupée : Irun, la ville-frontière, tombe dans les mains des fascistes. Le Gouvernement français de Front Populaire, présidé par Léon Blum, a empêché le ravitaillement des miliciens en faisant bloquer à la frontière française un train de munitions qui leur était destiné. Saint-Sébastien tombe ensuite, après des tentatives de compromis des autorités républicaines avec les franquistes.

En mars 1937 commence l'offensive générale des troupes franquistes, appuyées par des brigades italiennes, contre la zone rouge du Nord. Les autorités "antifascistes", les gardes civils et gardes d'assaut "républicains" trahissent partout. La bourgeoisie basque s'entend en sous-main avec les fascistes. A Bilbao, des unités de l'armée républicaine et de la police, commandées par des officiers de carrière "loyaux", attaquent par surprise et désarment les miliciens venus de Santander et des Asturies qui refusent de se rendre à Franco. La ville est livrée. La bourgeoisie basque "antifasciste" négocie la reddition par l'intermédiaire du Vatican. Le président du parti nationaliste basque signe la capitulation de Laredo avec le général italien Mancini : les troupes républicaines basques rendent leurs armes à partir du 25 août 1937. Au dernier moment, Franco annule l'accord signé avec le général italien ; une grande partie des troupes basques, désarmées, est livrée à la répression...

Mais les milices asturiennes et les ouvriers basques qui ont refusé de se rendre, se replient et opposent une résistance acharnée dans les Asturies. Elle se poursuivra jusqu'au 20 octobre, jour où tombe Gijon. Cependant, dans les montagnes,

---

(1) A lire, l'excellent livre de Broué et Témime : "La révolution et la guerre d'Espagne" - Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris 6e.

les mineurs continueront encore longtemps la guérrilla.

Par milliers ils seront traqués, emprisonnés, fusillés. Pendant ce temps, les bourgeois "républicains" basques, reconciliés avec Franco, remettent en marche leurs usines, se penchent de nouveau sur les graphiques de rendement...

1939 : la guerre civile se termine par la victoire des franquistes. Dans les puits des Asturies, les mineurs abattent le charbon et se taisent.

Mais ....

Sous le franquisme

MARS 1957

Des grèves éclatent dans les mines des Asturies.

MARS 1958

Les mineurs recommencent. C'est la première grande grève.

"La grève des Asturies est un exemple de courage, de prudence et de résolution. On sait qu'elle a éclaté le 4 mars à la mine Maria-Luisa, dans la zone d'Oviedo, où avait déjà commencé le mouvement de grève de l'année dernière. Huit ouvriers ayant été renvoyés pour production insuffisante, le travail fût arrêté par solidarité. Deux jours plus tard, 1.200 travailleurs de la mine El Fondon rejoignaient les grévistes. Le mouvement prenait alors un caractère plus général de protestation contre une récente décision gouvernementale précisant que la durée maximum de la journée de travail dans les mines serait de huit heures sans que la 8ème heure soit considérée comme heure supplémentaire, ce qui avait été admis jusqu'alors. Les autorités fermaient immédiatement les puits touchés par la grève, mais celle-ci s'étendait à la vallée de Langreo et, en peu de jours, 30.000 mineurs arrêtaient complètement le travail. Des milliers de gardes civils, forces de police, flics en civil, occupaient les villages miniers. C'est sans ressources et soumis à cette énorme pression policière que les mineurs ont complètement paralysé le bassin pendant quinze jours. Conscients des dangers, sans tenir des réunions et, en apparence, sans même se concerter, ils ont organisé l'arrêt et la reprise, à la barbe de la police, sans que celle-ci parvienne à découvrir les organisateurs...

La participation de la jeunesse a été massive et enthousiaste et c'est là un des traits les plus importants de cette grève."

(Extrait de "Socialisme ou Barbarie" n°24, mai-juin 1958)

PERMANENCE

Tous les jeudis
de 15 h. 30 à 18 h. 30
39, rue Lhomond, 39
M°. Censier- Daubenton.

PERMANENCE

Les Greves d'Avril à la S.N.C.F.

Origine et Déclenchement.

A Avignon le 19 avril à la fin du stage annuel de 2 jours d'école du conducteur, 36 agents n'avaient pas eu de notes théoriques suffisantes. Comme sanction ils devaient subir un 2ème stage et à la suite de ce nouveau stage, éventuellement être descendus des machines. Les notes ayant été portées par un chef trop zélé comme on en utilise de plus en plus à la SNCF (il avait été muté récemment d'un autre dépôt pour avoir déjà provoqué des incidents avec le personnel), les conducteurs refusèrent ces notes et se mirent en grève. La Direction de l'arrondissement fit alors marche arrière et leva les sanctions pour tous les agents, sauf pour le plus jeune.

F.O. s'empressa de se solidariser avec la Direction et de dénoncer la grève, mais les roulants d'Avignon ne voulaient pas seulement protester contre une sanction isolée; ils en avaient assez des brimades, des mauvais roulements, des journées interminables, des repos loin de chez eux. Ils exigèrent :

- que le jeune soit traité comme les autres.
- que la SNCF s'engage à n'appliquer aucune sanction.

Comme la direction de l'arrondissement ne se sentait pas assez forte pour prendre de telles responsabilités, la grève continua et le lendemain, les roulants du dépôt de Lyon-Mouche entraient aussi en grève afin de ne pas assurer les trains qu'on leur commandait pour remplacer les avignonnais. La grève s'étendit rapidement par solidarité et entre le 20 et le 24, la presque totalité des dépôts du S-E fût touchée par les arrêts.

Les premiers jours, la participation des employés aux réunions était très forte, ils venaient, donnaient leur avis, poussaient les responsables à aller de l'avant. Comme raison de leur détermination ils donnaient volontiers le fait que les syndicats marchaient ensemble, mais en réalité le motif profond qui ressortait dans les griefs formulés contre la SNCF, était la résistance à une exploitation toujours plus intense de leur travail et le refus de méthodes de commandement mesquines et tracassières.

L'accord entre les syndicats a certes joué un rôle mais surtout dans le sens où les syndicats marchant publiquement ensemble, les cheminots avaient la garantie qu'aucun d'eux ne manoeuvrerait ouvertement pour saboter la grève (excepté la Fédération FO, syndicat jaune mais sans effectifs).

Grève à la base.

La grève s'est propagée par les contacts entre roulants qui se passaient le mot d'un dépôt à l'autre à l'occasion des déplacements. Elle eut lieu parceque les intéressés voulaient débrayer. Après La Mouche et Ambérieu, ce fut Marseille le 20, Dijon le 21, Grenoble et Chambéry le 22, Saint Etienne le 23 (alors que Lyon reprenait) Annemasse le 24 etc... La grève éclatait ça et là sans aucune coordination.

Voici par exemple comment la grève a commencé à Chambéry :

Des conducteurs revenant de Lyon et Ambérieu racontent ce qui s'est passé à Avignon et comment La Mouche a débrayé. Ils disent qu'il faut s'arrêter aussi, l'idée de grève des roulants se répand en traînée de poudre.
Le conseil syndical CGT se réunit en hâte le soir même et décide une grève de 24 h., contact est pris avec la CFTC qui emboîtera le pas. Mais le lendemain les roulants décident de ne pas reprendre et les syndicats suivent.

On ne pose pas le problème de légalité, on se fout que les Fédérations couvrent ou ne couvrent pas le mouvement; c'est la phase d'enthousiasme et la grève est efficace : le trafic marchandises qui représente 90 % des recettes de la SNCF est complètement paralysé.
Les responsables syndicaux qui larmoyaient sur "l'apathie" de la classe ouvrière sont stupéfaits. Ils s'aperçoivent non seulement que les gars ont débrayé sans en attendre l'ordre, mais encore qu'ils manifestent une véritable satisfaction à désorganiser le transport ferroviaire.
Aucune des revendications élaborées par les Etats-Majors syndicaux n'est avancée dans ce premier temps de la grève.
Il y a seulement le refus des roulants de se laisser traiter comme des objets, la preuve de l'opposition inconciliable entre les méthodes de la Direction et le désir des travailleurs. Les cheminots font cette preuve en mettant la pagaille dans l'organisation bureaucratique des chemins de fer. Ils se vengent de la vie qu'on leur fait mener depuis des années.

Cependant il apparût tôt dans les discussions entre grévistes le besoin de justifier la grève et une certaine gêne pour formuler des revendications adéquates. Finalement c'est sur l'arsenal des revendications syndicales que les grévistes se rabattent. Les plus conscients d'entre eux ont été les premiers à lancer la revendication des 40 h. qui est un des mots d'ordre centraux de la CGT. Ces mots d'ordre ne sont d'ailleurs pas sans lien avec la situation actuelle dans la SNCF et avec les conditions de travail des roulants. Disons seulement que la grève n'a pas démarré sur eux. Le fait que les cheminots les aient repris ne signifie pas un alignement pur et simple sur les positions syndicales; il a le sens d'une conscience des limites du mouvement par ses plus ardents partisans et d'une utilisation sans illusion des organisations syndicales.

Le raisonnement des grévistes a été : "puisque ça marche, profitons-en pour obtenir quelque chose ".

L'emprise des syndicats sur le mouvement n'a été entièrement réalisée que le 25 lorsque la CGT et la CFTC ont organisé la journée d'action revendicative des cheminots que la FGAAC et la CGC ont appuyée.

ENJEU : les roulements et les vexations

Si les revendications étaient difficiles à formuler, c'est que la grève tenait à des problèmes que les cheminots doutaient de pouvoir résoudre eux-mêmes.

Nous savons que la grève fut avant tout motivée par les mauvais roulements et les vexations. Or sur ces problèmes, que pouvaient proposer les grévistes, hormis continuer la lutte défensive au sein des "comités de travail" ? (voir plus loin)

Les roulements sont établis centralement par des spécialistes de la Division du Service Général (G 5). Les roulements sont anonymes et leur affectation à tel ou tel agent est du ressort des "Commandes Centrales" locales. Pour une période de 24 h., une Commande Centrale doit assurer

environ un millier de trains en matériel-traction, en conducteurs et en agents de trains. Le nombre de combinaisons pour remplir "au mieux" les horaires des agents est donc pratiquement infini.

Comment le choix est-il opéré, en fonction de quoi sont donc décidés les roulements ?

Prenons l'exemple de l'accompagnement d'un convoi par un chef de train chargé de surveiller le chargement et le déchargement des colis ainsi que d'assister les agents de tractions dans certaines opérations ou en cas d'incident.

A G 5 où sont établis les roulements on aura tendance à viser le rendement maximum des agents pourvu que les roulements restent dans les limites, élastiques d'ailleurs, de la législation du travail.
Cette solution "technique" peut par exemple signifier que 4 agents se relaieront pour le même train, qu'ils auront un service haché par des coupures allongeant leur journée de travail.

Un technicien du service des trains par contre chercherait à obtenir le meilleur service du train et il prévoierait un seul agent classant lui-même les colis qu'il aurait à décharger en route etc... en s'intéressant moins à l'utilisation de l'agent (pour le voyage de retour à sa résidence par exemple).

Quant à un Chef de train il est évident qu'il donnerait sa préférence à un roulement qui comporterait le moins de coupures possible et le moins de repos hors résidence.

Nous passons sur les divergences entre les commandes centrales locales et la direction régionale.

En principe, les inspecteurs de G 5 doivent tenir compte de tous ces avis et en opérer la synthèse. En fait, la logique de leur travail les pousse à combiner des roulements toujours plus serrés. C'est leur fonction à la SNCF que de remplir toujours mieux la journée de travail des cheminots.

Dans les arrondissements les comités de travail composés de représentants de la Direction et de délégués des employés donnent une fois par mois leur avis sur les roulements, mais cet avis est sans force contre les arguments des spécialistes de G 5 qui travaillent toute l'année sur les roulements et ont une vue "techniquement" complète du problème ("techniquement" c'est à dire du point de vue "gestion du personnel" dans lequel les délégués sont enfermés au sein du Comité de travail).

La réglementation du travail est ainsi appliquée en en utilisant toutes les possibilités. Elle est même tournée par le biais des "dérogations permanentes" et autres astuces, par les manoeuvres qui permettent à la SNCF de mordre constamment sur la frontière du légal sans aller jusqu'à se mettre en posture d'être ... condamnée par l'Inspecteur du travail... (il suffit de ne pas commettre 2 fois de suite la même infraction , mais de les varier, pour déclarer sans objet, à chaque réunion du Comité les réclamations concernant des infractions non suivies de récidive).

Il y a ainsi de nombreux roulants qui ont renoncé à signaler ces multiples infractions puisque celà ne servait à rien.

Nous avons vu que les vexations et manifestations d'arbitraire de la Direction sont l'accompagnement normal du resserement des roulements. Ces mesures sont ressenties comme injustes et inutiles. Cependant de nombreux cheminots comprennent leur signification profonde.
Ils sentent qu'elles sont indispensables à la Direction pour contrôler le plus étroitement possible toutes leurs activités, pour les réduire à l'état d'animaux résignés.Ils se rendent compte aussi qu'au fur et à mesure

que la hiérarchie des chefs et chefaillons s'alourdit, les punitions doivent se multiplier afin de justifier ces emplois...

Oublier de remonter son chrono, oublier de monter les deux pantographes au départ (à une autre époque il fallait au contraire n'en monter qu'un seul dans les gares) oublier de "vigiler" un signal fixe habituel et connu pour son inutilité etc...toutes ces fautes sans conséquence mais dont la seule gravité est qu'elles sont des infractions au réglement, sont prétextes à "demandes d'explications", "rappels à l'ordre", "blâmes et retenues" diversos sur le salaire. Leur multiplication a amené les conducteurs de plusieurs dépôts à constituer des caisses de solidarité alimentées par leurs cotisations et destinées à indemniser les malchanceux par une sorte de protection mutuelle contre la Direction.

Conclusion - Résumé.

I°/ Les heurts entre cheminots et services du personnel de la SNCF ne sont pas accidentels. En 1960 les premières grèves importantes du régime gaulliste avaient justement éclaté chez les cheminots de Dijon et de Lyon à la suite d'une tentative d'extension aux agents sédentaires du régime des coupures.

Grâce aux réalisations techniques comme la poursuite de l'électrification, et à une exploitation forcenée du personnel, la SNCF a depuis 1945 réussi à ramener ses effectifs de 500 000 à 350 000 employés.

En même temps le trafic augmentait, ce qui faisait passer la productivité du travail des cheminots du simple à plus du double. C'est contre cette aggravation de leurs conditions de travail que les cheminots se sont mis en grève.

2°/ Les grèves se sont déclenchées et étendues en dehors du cadre syndical, c'est à dire :

- sans ordre fédéral,
- en ne prenant en considération les revendications syndicales que secondairement.

3°/ Ces manifestations de mécontentement posent à la SNCF un problème finalement plus grave que les revendications économiques classiques, car si en réponse à la lutte des cheminots, la Direction peut avoir une politique des salaires (augmentations semestrielles plus ou moins liées à la productivité)(I) ou même envisager une diminution des heures de travail (en ramenant la semaine à 45 h. comme à l'EDF par exemple) elle ne peut pas par contre revenir sur l'intensification du travail. Ceci ne veut pas dire que sous la pression des luttes, une "humanisation" passagère de certains roulements est impossible, mais que cette amélioration sera aussitôt remise en question par l'évolution technique et la poursuite de la rationalisation du travail. Les revendications sur les conditions de travail ne s'opposent pas aux revendications économiques classiques, au contraire elles constituent le point le plus aigu de la lutte de classes car elles contredisent radicalement l'orientation de la politique capitaliste face à la classe travailleuse et finalement on pourrait voir c'est la question même du pouvoir dans l'entreprise qu'elles posent en contestant la fonction dirigeante du patronat.

(I) Bien sûr ces augmentations sont faibles et elles n'ont été adoptées que sous la pression des travailleurs, mais la Direction peut aussi les accorder avant la date prévue pour essayer de juguler un mouvement (les 4% de Debré). L'important est que la SNCF compte avec ces augmentations et sait les utiliser. C'est une attitude différente de celle du capitaliste des caricatures qui ne cède qu'à la dernière extrémité.

4°/ En avril, les cheminots n'ont fait qu'un petit pas dans cette voie : ils ont manifesté leur sensibilité aux conditions de travail, mais ils n'ont pas pu concrétiser leurs désirs par des revendications précises.

La profondeur des problèmes impliqués n'a pas été la seule raison de cette limitation. L'attitude des Directions syndicales attachées aux seules revendications économiques est le signe qu'au fond elles sont aussi partisanes d'une rationalisation du travail décidée d'en haut par des chefs et non par les ouvriers eux-mêmes (que ces chefs soient des ministres et des administrateurs travaillistes comme en Angleterre, des directeurs "socialistes" comme en Russie ou des ministres du PCF comme en France après la Libération).

5°/ Cependant l'évolution sur le plan technique et sur le plan de l'exploitation du travail se poursuivra. On peut donc être sûr que de nouvelles luttes se développeront sur le terrain des conditions de travail.

LA MODERNISATION de la SNCF.

Qu'est-ce que représente pour les cheminots le fait que la productivité à la SNCF soit une des plus élevées de toutes les compagnies de chemin de fer du monde ?
Les machines sont de plus en plus complexes et les conducteurs ont de moins en moins le droit d'y toucher, mais cela n'empêche pas qu'on demande aux postulants toujours plus de connaissances théoriques inutiles.
Les roulants font un travail plus simple et ils deviennent polyvalents, leur travail devient progressivement plus fastidieux et les roulements sont de plus en plus serrés.
Des journées de I2 à I4 h. ne sont pas rares; elles peuvent comporter moins de 6 heures de travail effectif, le reste étant perdu en coupures de 2 ou 3 heures dans des gares isolées; les repos journaliers tombent une fois sur deux hors résidence; les dérogations accidentelles (amplitude ou horaire de travail dépassés etc...) deviennent régulières. La vie de famille est désorganisée.

> Pour un conducteur-électricien, le principal danger vient du risque de s'endormir. Afin de combattre ce risque et de contrôler exactement chacun de ses mouvements, on l'oblige à pointer au passage tous les signaux de voie (cela est enregistré sur bande avec d'autres données telles que vitesse, coups de freins etc...)
>
> Le travail est harassant, la tension nerveuse constante: moteurs qui ronflent régulièrement, chaleur de la cabine, signaux qui luisent devant vous et qu'il faut "vigiler" au passage; finalement on dort à moitié...On travaille comme un automate et cependant on doit à tout moment pouvoir redevenir un homme capable d'initiatives en cas d'avarie ou de dérangement.

Les ingénieurs ont inventé un système de sécurité tel que lorsqu'on lâche une manette ou une pédale elle revient à sa position primitive bloquant ainsi le train. Et bien on a vu récemment à La Roche sur Yon un conducteur s'endormir en tenant ferme les manettes tellement ce geste était devenu automatique ! La catastrophe a été évité d'extrême justesse par l'agent accompagnateur.
En Suisse sur certaines machines il y a un dispositif obligeant le conducteur à faire de temps en temps certains mouvements, faute de quoi le train s'arrête.
Il faut dire que les Suisses sont mieux payés que les cheminots français. Ce n'est tout de même pas un travail d'homme.

Les chefs de train, eux, n'ont pour ainsi dire plus rien à faire, et comme si on voulait les punir, on leur fait faire ce qui reste de la façon la plus désagréable possible. En argot cheminot, on les appelle les "bras morts". Ils sont tellement dégoûtés de leur travail que, contrairement aux autres cheminots qui demandent souvent à dépasser l'âge de la retraite (pour avoir le maximum d'annuités ou pour finir d'élever un enfant par exemple) les chefs de trains partent tous à l'âge exact de leur retraite.
Dans I0 ans ce sera le téléguidage des trains et nous serons tous des bras morts.

Un mois de travail d'un roulant.

Voici le résumé et les chiffres globaux concernant les roulements effectués au mois de Février par un gréviste d'un dépôt du Sud-Est.

26 jours de travail et une seule fois de repos le dimanche.
I5 repos journaliers chez moi et II hors résidence.
I3 nuits entamées (service commencé avant 4 h. ou terminé après 23 h.)

Durée moyenne de la journée de travail : 7 h. 37 avec un maxi. à 8 h. 54 et mini 5 h.
Moyenne journalière en tête des trains : 3 h. 53 pour le calcul des primes.
Amplitude moyenne des journées..... : 9 h. 24 avec un maxi à I2 h. 50
L'amplitude est la durée du travail entre deux repos journaliers en y comprenant les coupures.

Je précise en outre que ces renseignements :

- concernent des trains réguliers permettant une prévision d'horaires alors que nous devons aussi assurer de nombreux trains facultatifs pour lesquels on nous "commande" au dernier moment.
- que je suis un conducteur titulaire relativement ancien et non un aide-conducteur dont les roulements sont beaucoup moins intéressants.
- que je n'ai pas choisi ce roulement parmi les pires. Au contraire, j'ai pris comme exemple un assez bon roulement; cette appréciation change naturellement suivant le bonhomme mais on peut dire qu'il est plutôt meilleur que la moyenne.

SOLIDARITÉ OUVRIÈRE.

La B.M.C. est le plus important groupe d'usines d'automobiles en Angleterre. La direction y pratique une politique d'écart entre les salaires des travailleurs aux pièces et ceux des travailleurs à temps, les premiers ayant eu plusieurs augmentations tandis que les seconds n'avaient rien.
Au début d'avril les travailleurs à temps décidèrent de faire grève et d'occuper l'usine pour faire disparaître cet écart.
Par solidarité, et bien que n'ayant rien à gagner, les travailleurs aux pièces se mirent aussi en grève.
La direction essaya de diviser les ouvriers en mettant au chômage les travailleurs aux pièces et en continuant à payer normalement les travailleurs à temps.
Malgré cela les travailleurs aux pièces poursuivirent leur grève de solidarité.

GRÈVE AU 55.

Au moment même où la CGT explique aux travailleurs qu'il est irréaliste de croire que des grèves générales et illimitées sont possibles, un atelier du Département 55 de la Régie Renault (frappe des boulons) se met en grève générale et illimitée.

Ces travailleurs dont la quasi-totalité n'est pas syndiquée, n'ont pas compris la subtilité des arguments de la CGT.

Dans la première semaine de mai, ils font déjà une grève de 24 h. La CGT qui est d'habitude très prolixe sur les 1/2 heures et les 1/4 d'heures de grève qui se passent dans l'usine, se tait sur cette grève de 24 heures.

Les travailleurs de l'atelier du 55 demandent une prime de bruit car ils travaillent dans des conditions extrêmement pénibles. La sécurité reconnaît qu'il est dangereux pour l'homme de vivre dans une atmosphère où le bruit dépasse 95 décibels. A la frappe les trois équipes travaillent dans 110 décibels, d'où risque de tension artérielle, risque de troubles nerveux, etc... Trois ouvriers sont morts, dont l'un au pied de sa machine.

Le lundi 7 mai l'équipe du soir cesse le travail, l'équipe de nuit aussi, puis l'équipe du matin. La grève est générale et illimitée.

Les jours passent et personne dans l'usine n'en est informé. Des tracts sont distribués sur la grève dans les Asturies, sur les grèves d'une demi-heure, mais pas un mot sur la grève du 55. Pourtant la meilleure manière d'aider les travailleurs espagnols en grève, ce n'est pas tellement de faire des meetings ou des parlottes, mais de faire comme eux ou d'aider ceux qui à la Régie font la même chose.

La CGT, si elle n'ébruite pas l'affaire, envoie par contre ses délégués s'occuper de cet atelier récalcitrant. Les délégués CGT leur expliquent qu'ils y vont un peu fort, que leur méthode de lutte n'est pas celle de l'usine (grèves tournantes) Ils essaient de les persuader que les grèves d'une demi-heure sont plus efficaces. Mais les travailleurs ne comprennent pas cette subtilité de la CGT et s'opposent à la manoeuvre.

La grève est illégale comme toutes les grèves à la Régie d'ailleurs, grèves d'une demi-heure comprises. La grève sur le tas est sanctionnée par la loi, alors les travailleurs du 55 évacuent les lieux. Quelques contremaîtres et chefs d'équipe remplacent les grévistes.

Jusque là, la solidarité pour la grève n'est qu'un mot creux. Il n'y a aucune aide à la grève. La direction fait usiner certaines pièces dans d'autres ateliers et les délégués du 55 n'essaient pas de s'y opposer. Cependant quelques travailleurs arrivent à ébruiter l'affaire; d'autant plus que les ouvriers du 55 ne sont pas décidés à reprendre le travail.

Après 3 jours de grève, le mercredi soir, la CFTC propose à la CGT de sortir un tract commun pour, d'une part, annoncer la grève aux travailleurs de l'usine, et d'autre part appeler à une souscription destinée à les soutenir.

La CGT pose une condition à ce tract : c'est que la CFTC fasse l'éloge des grèves tournantes. La CFTC qui, à la Régie, est hostile à ce genre de petites grèves refuse.

Le jeudi un petit entrefilet de la CGT annonce la grève du 55 et dénonce la CFTC pour ne pas avoir voulu faire un tract en commun.

Quant à la collecte c'est une très vilaine histoire. La CGT veut montrer qu'elle est la seule à défendre les travailleurs. Pour celà elle n'hésite devant aucune manoeuvre. Après s'être tue pendant trois jours, elle lance vite, dans certains ateliers des feuilles de collecte en son nom. Dans d'autres elle se tait toujours.

Pourquoi cette manoeuvre puisqu'elle savait que la CFTC et FO étaient d'accord pour faire en commun cette collecte et que sur ce plan l'unité rapporterait plus d'argent ?

Parcequ'elle veut avoir le contrôle de l'argent pour faire pression sur les grévistes et les décourager. Pour leur dire, par exemple :" Voyez, les ouvriers n'ont pas beaucoup versé. Ils ne sont pas chauds pour vous soutenir ". Ce qui est faux.

Cependant la manoeuvre est déjouée. Ici les ouvriers font spontanément des collectes. Là des travailleurs CFTC les organisent. La CGT ne peut pas freiner, la collecte sera un encouragement aux grévistes du 55. Dans certains ateliers des responsables CGT refusent la manoeuvre et font la collecte avec la CFTC. Dans d'autres ateliers, les travailleurs refusent de porter l'argent au siège de la CGT, comme le préconisaient des délégués, et le portent directement aux grévistes.

Pourtant, du point de vue des travailleurs de la Régie, la grève du 55 est une occasion exceptionnelle pour faire pression sur la direction. Une centaine d'ouvriers en grève dans cet atelier peut paralyser la production, à condition que le reste de l'usine les aide.

Pendant des mois de grèves tournantes, la direction n'a rien dit : celà ne lui coûtait pas cher puisqu'elle récupère les heures perdues : sur les chaînes par l'accélération des cadences, et dans certains ateliers d'outillage par les heures supplémentaires qu'elle fait faire. Aujourd'hui elle menace de nous enlever la prime parce que la grève du 55 la gêne.

La direction ne peut pas se payer le luxe de continuer à refuser les revendications, car la production de la boulonnerie est vitale. Tous les vieux stocks ont été épuisés et déjà on monte incomplètement les voitures en attendant les pièces.

Mais de toute façon la "grève bouchon" n'est pas suffisante. Nous devons nous préparer à de grandes luttes et non continuer à accepter toutes les conditions que le Patronat et la Direction nous imposent. Aujourd'hui la situation est favorable, car en dehors de l'usine les cheminots, les postiers, les fonctionnaires et d'autres travailleurs du secteur privé aussi luttent et revendiquent. Il faut profiter de cette pression pour exercer la nôtre. ENSEMBLE NOUS SERONS PLUS FORTS.

Un groupe de travailleurs
de la Régie.

(Tract édité et diffusé
par les camarades de
POUVOIR OUVRIER
42, rue René Boulanger, Paris.)